

Avis de convocation / avis de réunion



CYBERGUN

Société anonyme au capital de 48.520.447,80 euros
Siège social : 40, boulevard Henri-Sellier 92150 Suresnes
337 643 795 R.C.S. Nanterre

Avis de seconde convocation

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Cybergun S.A. (la « **Société** ») sont avisés que l'assemblée générale mixte réunie le 25 septembre 2019 à 17 heures n'a pas pu se tenir faute de quorum. En conséquence, une nouvelle assemblée générale mixte est convoquée le 11 octobre 2019 à 12 heures au siège de la Société (40, boulevard Henri-Sellier à Suresnes) à l'effet de délibérer sur le même ordre du jour et les mêmes projets de résolutions, repris ci-après.

Ordre du jour**À titre ordinaire**

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2019
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2019
4. Quitus donné aux administrateurs
5. Autorisation à donner au conseil d'administration d'opérer sur les titres de la Société
6. Conventions et engagements visés aux articles L225-38 et suivants du Code de commerce
7. Rapport spécial sur les attributions gratuites d'actions
8. Prise d'acte de la démission de Monsieur Hervé Lescure de ses fonctions d'administrateur
9. Prise d'acte de la fin du mandat de commissariat aux comptes du cabinet Fiteco

À titre extraordinaire

10. Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social – Décision sur la dissolution anticipée de la Société
11. Modification de l'article 18 – « Exercice social » - des statuts
12. Autorisation à donner au conseil d'administration de consentir, sans droit préférentiel de souscription, des options de souscription ou d'achat d'actions au profit des membres du personnel salarié de la Société et des mandataires sociaux
13. Autorisation à donner au conseil d'administration de procéder à une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié de la Société et des mandataires sociaux
14. Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction du capital social par voie de réduction de la valeur nominale des actions
15. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider du regroupement ou de la division des actions de la Société
16. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital de la Société par incorporation de primes, réserves, bénéfiques ou autres
17. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider de l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes
18. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider de l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital social ou à des titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires
19. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires, de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance par offre au public
20. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société par offre visée au II de l'article L411-2 du Code monétaire et financier ;
21. Autorisation à donner au conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, pour augmenter le nombre de titres à émettre
22. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider d'une augmentation de capital réservée aux adhérents d'un plan épargne entreprises avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en faveur des salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées
23. Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour décider, en cas d'offre publique, de l'émission de bons de souscription d'actions à attribuer gratuitement aux actionnaires
24. Plafond global des augmentations de capital

À titre ordinaire

25. Pouvoirs pour formalités

A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'assemblée générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance.

Conformément à l'article R225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale du 11 octobre 2019 (l'« **Assemblée** ») par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L228-1 du Code de commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris (la « **Date d'Inscription** »), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L211-3 du Code monétaire et financier.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L211-3 est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique, en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'actionnaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Seuls pourront participer à l'Assemblée les actionnaires remplissant à la Date d'Inscription les conditions mentionnées ci-avant.

B) Modalités de participation à l'Assemblée

1. Les actionnaires désirant participer à l'Assemblée devront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- pour les actionnaires nominatifs : demander une carte d'admission à CACEIS Corporate Trust [CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées générales centralisées – 14, rue Rouget-de-Lisle 92862 Issy-les-Moulineaux Cedex 09] ;
- pour les actionnaires au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres qu'une carte d'admission leur soit adressée par CACEIS Corporate Trust, au vu de l'attestation de participation qui lui aura été transmise.

2. À défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- adresser un pouvoir à la Société, sans indication de mandataire ;
- donner un pouvoir à toute personne physique ou morale de son choix ;
- voter par correspondance.

Un formulaire unique de pouvoir/vote par correspondance est adressé automatiquement aux actionnaires nominatifs par courrier postal.

Les actionnaires au porteur souhaitant être représentés ou voter par correspondance pourront demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres un formulaire unique de pouvoir ou de vote par correspondance. Les formulaires de vote par correspondance devront être reçus effectivement par CACEIS Corporate Trust trois (3) jours calendaires avant la réunion de l'Assemblée.

Il n'est pas prévu de voter par des moyens électroniques de télécommunication et, de ce fait, aucun site visé à l'article R225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

3. Conformément à l'article R225-85 du Code de commerce, lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

4. L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions.

Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le

pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres notifie le transfert de la propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.

Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé ne sera notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

C) Questions écrites et demandes d'inscription de points ou de projets de résolution par les actionnaires

1. Conformément aux articles L225-108 et R225-84 du Code de commerce, les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la Société. Ces questions doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président du conseil d'administration ou par voie électronique à l'adresse legal@cybergun.com au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée.

Ces questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

2. Conformément aux articles L225-105, deuxième alinéa, et R225-71 du Code de commerce, les actionnaires ou association d'actionnaires remplissant les conditions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolution.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution sont adressées au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique à l'adresse legal@cybergun.com.

Conformément à l'article R225-73 du Code de commerce, les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour doivent parvenir à la Société au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'Assemblée, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis.

La demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour est motivée.

La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Les auteurs de la demande justifient, à la date de leur demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée par l'inscription des titres correspondants soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité. Ils transmettent avec leur demande une attestation d'inscription en compte.

L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

D) Droit de communication des actionnaires

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, le texte intégral des documents destinés à être présentés à l'assemblée, conformément notamment aux articles L225-115 et R225-83 du Code de commerce, et des projets de résolution présentés, le cas échéant, par les actionnaires, ainsi que la liste des points ajoutés, le cas échéant, à l'ordre du jour à leur demande, seront mis à disposition au siège social à compter du jour de la convocation.

Le conseil d'administration